

¡Si, se puede! Oui, c'est possible



ble !



Le 13 juin s'est tenu le meeting de clôture du Congrès de la Solidarité du PTB. Ce congrès s'est inscrit dans la poursuite de l'orientation prise lors du congrès du Renouveau de 2008, et pousse le parti à encore « élargir, approfondir, unir ». Le congrès a également octroyé sa confiance à Peter Mertens pour un deuxième mandat à la présidence du PTB. Interview.

■ HAN SOETE ET NICK DOBBELAERE

« Le meeting de clôture était impressionnant, pas vrai ? Après le meeting, je n'ai pas pu dormir avant quatre heures du matin. Dans ma tête, tout le congrès défilait sans cesse, je n'arrivais pas à pousser sur le bouton "stop" de ma vidéo mentale... » Peter Mertens est visiblement très heureux du déroulement du meeting de clôture du Congrès de la Solidarité du PTB, de l'enthousiasme débordant et de l'atmosphère chaleureuse et réjouissante qui y ont régné. C'est désormais un travail rude qui l'attend : traduire dans la pratique, au cours des prochaines années, les quelque 250 pages des textes du congrès.

Félicitations pour votre réélection. L'enthousiasme était impressionnant, cela doit vous faire plaisir.

Peter Mertens. Le plus important, c'est que cela montre la confiance dans les orientations du PTB. Et ce qui a été réalisé lors des sept années écoulées a été un travail collectif.

Au Congrès du Renouveau de 2008, nous avons affirmé que nous voulions rester un parti marxiste, ferme sur ses principes, mais aussi un parti souple, qui s'adapte au monde en rapide mutation. C'est un exercice dans lequel nous cherchons encore toujours notre voie propre.

Au cours des sept dernières années, nous avons créé de nombreuses nouvelles sections, et de nombreux jeunes talents ont rejoint le PTB. Cela suscite de l'enthousiasme dans le parti. « On ne change pas une équipe qui gagne », comme on dit, et je comprends donc tout à fait que les gens aient choisi de poursuivre dans cette voie. J'aurais trouvé dommage qu'il n'y ait pas de consensus à ce sujet au sein du parti.

Tout au long de ce congrès, nous avons travaillé à un consensus, et je mentirais si je disais que je ne suis pas heureux de voir que cela a été confirmé. On ne peut vraiment pas dire que j'étais déjà à la recherche d'un nouveau job ! (Rire.)

Beaucoup vous apprécient aussi en tant que personne.

Peter Mertens. Peut-être, mais ce que je fais est le travail de toute une équipe. Le PTB a une

direction collective. Pour le monde extérieur, je suis certes plus visible, mais, sans des gens comme Lydie Neufcourt, désormais élue secrétaire nationale, et David Pestieau, élu vice-président du PTB, il aurait été impossible de mener à bien tout ce processus. Je pense vraiment que les délégués au congrès ont exprimé leur confiance dans ce courant collectif.

Pour le reste, je pense aussi que les gens apprécient que, chez nous, il y ait et reste une certaine humilité. La direction du parti, les cadres, les élus roulent et continuent à rouler en deuxième classe du train de la société. Nous sommes accessibles à nos membres et militants et je pense que c'est important ; c'est en effet tellement à l'opposé de ce que les gens peuvent vivre au boulot, dans leur entreprise, où il est impossible d'aborder les dirigeants et où il faut faire attention à chacun de ses mots. Au PTB, toute la direction est au service de la base.

C'est certes aussi et en partie lié à ma personne, mais on ne peut pas dissocier ça de notre vision de la vie.

« Le PTB veut être le parti des petits indépendants », a-t-on pu lire dans la presse à propos du congrès. Vous n'avez pas avalé de travers en lisant ça ?

Peter Mertens. Ce titre était bien évidemment malheureux. Nous n'allons bien sûr pas devenir le parti des petits indépendants. Nous

restons le parti de la classe ouvrière. Durant le congrès, nous avons d'ailleurs beaucoup débattu de la question : qu'est-ce que la classe ouvrière au 21^e siècle ?

Certaines voix prétendent qu'actuellement il n'y a plus de classe ouvrière, que nous vivons dans une société postindustrielle sans industrie manufacturière, dans une société uniquement de services. C'est pourquoi, à notre congrès, nous avons établi la « carte » sociologique de notre société. Cela a été un travail politico-sociologique comprenant un important matériel statistique, sur lequel nous allons d'ailleurs poursuivre notre recherche.

Samedi soir, après le meeting, je n'ai pas pu dormir avant quatre heures du matin. Dans ma tête, tout le congrès défilait sans cesse...

En gros, que révèle cette « carte » sociologique ?

Peter Mertens. L'industrie manufacturière – et certainement les grands secteurs-clés – reste le noyau de la production de valeur ajoutée dans notre société. Autour de celle-ci s'articulent la distribution, le transport et le secteur des services, en fonction de cette industrie manufacturière. C'est impossible de les dissocier. Et puis, il y a la classe ouvrière qui travaille pour soigner les gens, les éduquer, les éveiller culturellement – je pense ici aux infirmières, aux enseignants, aux artistes...

Cela signifie que nous devons nous poser la question : notre parti reflète-t-il toutes ces différentes couches ? La réponse est : non, pas encore. Traditionnellement, nous sommes fortement

centrés sur cette industrie manufacturière, mais la diversité de la classe ouvrière a énormément augmenté : diversité sur le plan du statut, sur le plan de la carrière, sur le plan des contrats, sur le plan de l'origine... Nous avons encore tout un chemin à faire pour devenir le parti de cette large classe travailleuse. C'est le point essentiel. Mais évidemment, quand on dit ça à des journalistes, pour eux, ce n'est pas une « news ». Ils montent alors en épingle un autre aspect, à savoir que, en tant que parti de la classe ouvrière, nous avons aussi besoin d'une alliance progressiste.

Pouvez-vous préciser ?

Peter Mertens. Par exemple, si on entame la lutte contre le traité de libre-échange TTIP que l'Union européenne et les États-Unis sont en train de concocter à huis clos, on a besoin d'une alliance progressiste de tous ceux qui sont affectés par ce traité. Et, oui, c'est en premier lieu la classe ouvrière qui va être touchée, parce qu'on va la faire jouer contre la classe ouvrière américaine – encore davantage qu'aujourd'hui. Mais les services publics, les agriculteurs et, oui, les petits indépendants en seront aussi les victimes.

La classe ouvrière sera un moteur important de la lutte contre le TTIP, mais elle a besoin d'alliances – une alliance avec les agriculteurs, on le voit dans de plus grands pays agricoles comme la France, l'Espagne et l'Allemagne, mais pas seulement eux. Nous devons aussi nous adresser aux petits fleuristes et garagistes avec un message qui répond à leur situation. C'est une



question d'alliance progressiste, et nous devons l'encourager.

Ces derniers jours, j'ai déjà reçu plus de vingt e-mails de petits indépendants – des gens qui ont voté pour nous – qui sont heureux que le PTB ait entendu ce signal. Nous restons un parti de la classe ouvrière, mais nous devons parler une langue et porter des revendications qui s'adressent à toutes les couches qui, dans cette société, sont opprimées par cette nouvelle aristocratie, et chercher une union avec elles.

« Aristocratie », autrement dit le 1 % ?

Peter Mertens. On peut imaginer beaucoup de termes pour ce 1 %, cette classe possédante, mais en fait, nous nous dirigeons vers une nouvelle couche aristocratique du type de celle du 18^e siècle, tant en Europe qu'aux États-Unis. Tous les chiffres le prouvent. Nous sommes dans l'année où le 1 % des plus riches sur terre possèdent autant que les autres 99 %. Aristocratie est le mot qui convient à ce cas.

Notre orientation par rapport à cette nouvelle aristocratie, c'est : unissons-nous, créons une alliance progressiste avec la classe ouvrière comme noyau, comme base et identité du parti.

Dans le secteur des médias ou les arts, il y a aussi de plus en plus d'indépendants, de faux indépendants en fait.

Peter Mertens. Le groupe des indépendants comprend de nombreuses couches différentes. De nombreux salariés sont actuellement poussés dans le statut de faux indépendant, mais ils font également partie de la large classe ouvrière.

Par exemple, j'ai un ami qui travaille dans une entreprise de métal. Il s'occupe du transport en camionnette d'un site à un autre. Avant, il faisait partie des salariés de l'entreprise. Maintenant, il est faux indépendant et doit payer lui-même sa camionnette, même s'il fait exactement le même travail.

Ce sont les couches inférieures des indépendants. Je rencontre aussi souvent des cameramen et des photographes qui sont dans ce cas. Souvent, ils ne sont pas salariés par la chaîne de télévision pour laquelle ils travaillent. Ils doivent avoir un statut d'indépendant et, pour eux, c'est vraiment la galère.

Et puis, il y a la couche supérieure : les indépendants les plus riches qui gagnent bien leur vie et ont fondé une SPRL pour éluder l'impôt. Ce n'est pas cette couche-là que nous voulons servir. Le signal que nous voulons donner, c'est que tous les indépendants ne font pas partie de cette couche supérieure, loin de là. Il y a beaucoup de libraires, de patron(ne)s de café, de petits salons d'esthétique ou de coiffure, etc. qui travaillent 60, 70 heures par semaine et gagnent à peine quelques cacahuètes.

Lors du meeting de clôture, l'écologie a tenu une place centrale. Ce thème devient une des priorités du PTB.

Peter Mertens. En fait, cela devrait être évident. Fin des années 1960, début des années 1970, bien avant la percée des partis écologistes dans notre pays, le PTB avait déjà pas mal de points de vue et de points de lutte écologiques dans ses revendications. Rappelons juste le combat contre la grave pollution au plomb de l'ancienne Union minière à Hoboken. Dès le début des années 1970, le PTB avait contribué à mettre la question à l'ordre du jour, avant même qu'existe un mouvement écologique. Ou encore la lutte pour les espaces verts en ville avec l'occupation de la prairie de l'Arena à Deurne en 1979. Cet élément faisait partie du PTB dès le début, mais on l'a laissé tomber quelque part en cours de route. À tort. Aujourd'hui, nous retournons au point où nous avons commencé : réunir la lutte sociale et la lutte écologique. La nature et le travail sont les deux sources dont provient toute richesse. Je pense qu'aujourd'hui le PTB est le seul parti qui souscrit à cela. Dans notre vision, une société du 21^e siècle se doit de protéger ces deux sources de richesse. Et ce n'est pas ce qui se passe aujourd'hui.

Dans le capitalisme, le travail est une marchandise, et la relation d'exploitation par rapport au travail s'intensifie à nouveau. Avec la crise, ce mécanisme d'exploitation s'est encore approfondi, avec le travail rendu encore plus flexible, la baisse des salaires, la diminution du salaire collectif par le démantèlement des services publics et de la sécurité sociale.

Par rapport à la nature, c'est une relation d'épuisement de ses ressources. Pour le capital, il faut du rendement à court terme. On continue à puiser des combustibles fossiles dans le sol, tout simplement parce que ceux-ci permettent de faire davantage de profit. Nous sommes en train

d'hypothéquer la planète pour les générations futures.

Face à cela, on peut décider d'agir de deux manières. On peut dire : nous essayons de résoudre cette double problématique avec le marché – une option prise par de nombreux écologistes traditionnels. Mais nous constatons que le marché n'est pas capable de résoudre ces problèmes. Au contraire, le marché les aggrave encore. C'est pourquoi nous optons pour une autre voie, celle de rechercher des solutions collectives et rationnelles face à ces questions ; pour une nouvelle sorte de socialisme, une vision de société qui veut

protéger les deux plus importantes sources de richesse sociale, au lieu de les galvauder pour la maximalisation du profit sur le marché.

Par ce thème, le PTB veut-il également toucher un nouveau public ?

Peter Mertens. (Ferme.) Non, je veux vraiment insister sur ce point : pour nous, il ne s'agit pas de « quick-wins » électoraux (se faire facilement des voix, NdlR). Il s'agit de la manière essentielle dont nous regardons le monde. C'est un choix stratégique fondamental de placer l'écologie au cœur de nos priorités et de l'inscrire dans l'ADN de notre parti. Que nous attirions de nouveaux groupes sur base de ces choix stratégiques, nous l'espérons certes, mais ce n'est pas notre point de départ.

Le PTB a invité à son congrès deux intervenants, l'un espagnol, et l'autre, grec. En soi, c'est une déclaration claire et nette.

Peter Mertens. Absolument. Notre solidarité avec les peuples grec et espagnol ne se résume pas à des mots. Notre député fédéral Raoul Hedebouw vient de rentrer d'Athènes où il est allé parler de la question de la dette devant le Parlement grec. Nous étions aussi présents en force à la manifestation de solidarité le 21 juin à Bruxelles. Si nous invitons un intervenant espagnol à notre congrès, cela en dit beaucoup sur l'importance que nous accordons à ce qui se passe là-bas. Nous nous inscrivons dans ce mouvement d'une gauche conséquente qui se lève dans toute l'Europe.

José Enrique Alonso Velasco, le jeune orateur espagnol de la Plateforme contre les expulsions (PAH), a expliqué comment les gens en Espagne peuvent être d'un jour à l'autre expulsés de leur logement, mais doivent quand même continuer à rembourser pendant toute leur vie pour une maison qu'ils n'ont plus. Il y a eu un grand silence dans la salle. Mais, lorsque José a raconté comment, en Espagne, ils avaient réussi à créer un contre-mouvement, comment, au début, ils étaient très peu nombreux, mais ont continué à y croire et comment, finalement, ils ont traduit cela au plan politique, la salle s'est soudain mise à scander spontanément : « ¡Si, se puede! » (oui, c'est possible !). Les gens ont compris le message : oui, on peut le faire. Pour moi, c'était un moment très fort de solidarité.

Je ne peux pas dissocier ma personne de toute l'équipe. C'est dans un courant collectif que les délégués au congrès ont exprimé leur confiance



Dans votre discours, vous avez dit :
« Qu'est-ce que la question grecque si ce n'est une question de démocratie ? »

Peter Mertens. Il ne faut pas sous-estimer le très grand débat démocratique qui vit dans toute l'Europe, chez nous également. Il y a des initiatives citoyennes, comme la Plateforme d'innovation démocratique G1000 ; les gens se sont bougés pour arracher des consultations populaires, à Namur sur la construction d'un centre commercial à la place d'un espace vert ou à Anvers sur le viaduc du Lange Wapper. Et à Bruxelles, les membres du PTB mobilisent les citoyens pour faire des interventions dans les

conseils communaux pour le maintien de deux ramassages de sacs-poubelle par semaine. Toutes ces initiatives posent la question : dans quelle mesure nous, les citoyens, avons encore quelque chose à dire ? Quels sont les problèmes dans cette démocratie actuelle, et comment faisons-nous en sorte que la participation remplace la participation (système dans lequel ce sont les partis politiques qui ont tout le pouvoir, NdlR) ? Comment faire pour qu'il y ait une réelle interaction, que les gens aient vraiment voix au chapitre pour les choses qui les concernent ?

On voit cela encore bien plus en Espagne. Là, ces dernières années, il y a eu des actions menées

par des jeunes, les Indignados, mais aussi par des gens qui se sont unis pour s'opposer aux expulsions suite à la crise. Eux aussi estimaient que la voix de la population n'était pas entendue.

Ce débat est – macro-économiquement – encore plus fort en Grèce, où même la démocratie représentative la plus élémentaire est sous pression. Les Grecs ont choisi une autre direction pour leur pays. Ils disent « stop » à la dramatique politique d'austérité que la Troïka leur a imposée en concertation avec les précédents gouvernements corrompus. « Stop » à cette politique qui a ruiné la Grèce.

Les Grecs veulent réaliser deux choses : d'abord, une véritable relance économique. Et ensuite, une politique où les fruits de cette relance économique sont utilisés pour résoudre la crise humanitaire. C'est le droit légitime de la population grecque de prendre cette décision. Mais que constate-t-on alors ? Même cette démocratie représentative d'un nouveau gouvernement élu par la majorité est foulée aux pieds par la Commission européenne qui, elle, n'est élue par personne. La question grecque est bien entendue une question de démocratie.

La démocratie, c'est plus que cette représentativité, c'est aussi le mouvement dynamique du pouvoir et du contre-pouvoir. Il en a toujours été ainsi. Les syndicats forment un contre-pouvoir pour défendre les intérêts collectifs de gens. Des mouvements comme Hart boven Hard, Tout autre Chose ou Ringland (qui se bat pour un projet alternatif au viaduc d'Anvers) forment un contre-pouvoir de voix qui autrement ne seraient pas entendues. C'est aussi ça, la démocratie dynamique. Mais, lorsque des partis de droite sont au pouvoir, ces voix démocratiques ne sont pas prises en compte. On applique alors l'argument : nous sommes élus. Mais si un peuple choisit une autre option, comme en Grèce, alors, être élus, ça ne compte plus. Ce qui compte alors, c'est le diktat de la Commission européenne. C'est l'aristocratie qui dit : il n'y a pas d'autre voie possible que notre politique d'austérité. Et ensuite, les grands monopoles de presse resservent cela mot à mot à la population.

La démocratie, c'est aussi la liberté de pouvoir décider de sa vie. La démocratie, c'est construire un contre-pouvoir, comme les syndicats, comme les organisations de la société civile. C'est rechercher des formes participatives, comme à Marinaleda, en Espagne, où le bourgmestre communiste est d'ailleurs réélu avec une écrasante majorité et où tout est décidé lors d'assemblées populaires. Toutes ces recherches sont caractéristiques du début de ce 21^e siècle. Et nous devons explorer comment nous pouvons utiliser cette sorte de participation dans la lutte pour une société à mesure humaine. Car celle-ci sera, par définition, participative et démocratique.

Le congrès a aussi pas mal débattu de la société vers laquelle nous voulons aller. À quoi ressemble ce socialisme 2.0 ?

Peter Mertens. Dans le mouvement social, un des grands problèmes des trois dernières décennies a été le manque de perspective à long terme.

Après la chute du Mur de Berlin, on a proclamé la fin de tout débat sur le modèle de société.



PHOTO SOLIDAIRE, SALIM HELLALET

« Les logos ont toujours été des questions sensibles »

À l'occasion de son congrès, le PTB a repensé son logo et son style graphique.

Peter Mertens. Les logos ont toujours été des questions sensibles. Et c'est bien ainsi, car les logos, par définition, travaillent sur la sensibilité des gens. C'est leur objectif. Et cela a aussi été une question délicate pour nous. (*Rire.*)

Comment ce nouveau logo est-il né ?

Peter Mertens. Il y a eu deux mouvements. D'abord, nous voulions que notre logo soit plus frais, plus simple, plus clair. Mais nous voulions aussi y souligner l'aspect écologique : la flèche dans le logo est donc devenue verte, pour montrer que l'écologie a toute sa place dans un avenir rouge. Notre couleur de base reste le rouge, mais nous y apportons un important élément vert, et ce n'est pas un tour de passe-passe. Cette flèche verte exprime une part fondamentale de notre vision de société.

Ensuite, nous sommes encore allés une étape plus loin. En dehors du nouveau logo du parti, nous voulions aussi créer une nouvelle image

qui exprime l'union, les nécessaires liens dans la société. L'union entre jeunes et vieux, entre Belges et migrants, entre écologie, démocratie et culture, entre tout ce qui bouge dans la résistance sociale. C'est pourquoi un de nos deux drapeaux est de plusieurs couleurs, qui montre que le PTB est un parti ouvert, avec un avenir rouge-vert. Quel autre parti dans le paysage politique ose travailler de manière aussi novatrice ? Qui ose dépasser les cloisonnements ? Qui veut unir au lieu de morceler ?

Je suis ici à vous expliquer très rationnellement pourquoi nous faisons cela, mais, au moment où le meeting de clôture s'est clôturé sur la chanson *On lâche rien*, chacun pouvait voir et sentir quelles ondes nous voulons émettre : optimistes, dynamiques et engagées. C'est aussi très visuel dans l'interaction entre les deux drapeaux ; le nouveau drapeau rouge qui indique la solidité et, en même temps, le drapeau multicolore qui exprime l'ouverture. Ce n'est pas tant une chose à expliquer qu'à voir et à sentir dans des actions, dans des manifestations.

Chacun a pu voir et sentir les ondes que nous voulons émettre : optimistes, dynamiques et engagées

Le capitalisme avait gagné et il n'y avait plus d'alternative. Cela a été une des plus grandes victoires des économistes néolibéraux radicaux de l'École de Chicago dans le domaine de la lutte des idées.

Les néolibéraux ont introduit les unes après les autres des mesures agressives pour démanteler le tissu social et culturel de notre société ; mais aussi pour détruire toute la pensée du « nous » par la pensée du « moi-moi-moi », l'égoïsme. C'est une lutte culturelle : faire croire aux gens que tout ira bien mieux si chacun se centre suffisamment sur son propre nombril, leur faire croire que, dans la société humaine actuelle, ils ne peuvent avoir que le capitalisme. On a martelé cela pendant trente ans, et toute une génération a grandi avec l'idée qu'il n'est pas possible de colorier en dehors des lignes du capitalisme.

Mais on voit désormais dans toute l'Europe se lever une génération qui veut à nouveau mettre sur la table le débat sur le modèle de société. La nouvelle génération dit : holà, arrêtez, ceci ne peut pas être le meilleur de tous les systèmes de société possibles. Ce système-ci est une machine à exclure, une machine qui détruit la nature, l'être humain, le travail. En tant qu'êtres humains, nous devons être capables de proposer une autre forme de société qui ne détruit pas notre économie, qui ne ruine pas les agriculteurs locaux et promeut une seule et unique méga-agriculture à la mesure de Monsanto. Il doit quand même pouvoir exister autre chose.

Ce débat revient à nouveau sur la table. Eh bien, c'est cette discussion-là qu'il nous faut reprendre et approfondir. Donnons forme à notre vision, de manière positive, sans prétention et

de manière ouverte.

Dans nos textes sur le socialisme 2.0, nous offrons un certain nombre de pistes. La question-clé se pose de définir comment gérer l'économie. Les secteurs too big to fail, qui soutiennent la société comme des poutrelles – je pense l'énergie, aux banques –, sont tellement importants pour la collectivité que nous devons les mettre dans les mains de la collectivité elle-même. Et cela, non pas d'une manière bureaucratique, comme dans les années 1960, 1970, mais d'une manière collective, participative. De sorte que, dans les nouvelles banques publiques à venir, les épargnants, les syndicats, les organisations de consommateurs aient également voix au chapitre. Qu'il y ait de la transparence dans les conseils d'administration, qu'il n'y ait pas de doubles mandats, qu'il n'y ait pas de salaires extravagants. Que les gens qui dirigent ces secteurs publics de la banque ou de l'énergie aient un engagement au service de la société. C'est

une idée que nous mettons sur la table, et nous pensons que, dans un socialisme du 21^e siècle, cela reste très important. En même temps, nous traitons aussi de notre vision de l'homme, d'une culture novatrice, et d'écologie et socialisme. Une vision de société doit traiter de l'interaction de tous ces différents éléments.

Les jeunes ont pris une place importante dans ce congrès. Ils étaient non seulement présents en nombre, mais ils sont aussi au cœur des priorités détaillées par les textes.

Pourquoi avoir particulièrement souligné cet aspect ?

Peter Mertens. Quand on construit une organisation, il faut faire en sorte d'y intégrer différentes générations. C'est un exercice difficile. Il s'agit d'impliquer des nouvelles générations,

et à tous les niveaux du parti. Je suis très heureux que le congrès ait élu un nouveau Conseil national de 45 personnes, dont 30 sont nouvelles.

Cette nouvelle génération n'a pas grandi dans les années de plomb 1980 et 1990 du néolibéralisme. Quand j'avais 16 ans, j'avais dans ma chambre un poster avec la tête de Thatcher sous laquelle était écrit : « Don't just change the government, change the system » (Ne changez pas seulement le gouvernement, changez le système). Mon opposant, c'était Thatcher, et le système, sa politique du marteau-piqueur. C'étaient des années sombres : le mouvement ouvrier et le mouvement progressiste étaient sur la défensive.

Il y a maintenant une nouvelle génération, au niveau mondial. Cela a, en très gros, commencé dans les pays d'Amérique latine. L'Amérique latine et les Caraïbes ont été les premières victimes de la politique de Chicago. Mais ils ont aussi été les premiers à se lancer dans une nouvelle voie. Ils ont jeté leur version du TTIP à la poubelle, refusant d'adhérer au traité de libre-échange avec les États-Unis, l'ALCA. Et qu'ont-ils fait ? Ils ont créé leur propre traité de solidarité et de coopération, l'ALBA. Ce vent nouveau a soufflé vers l'Espagne, vers la Grèce, vers l'Irlande. Aujourd'hui, nous en voyons les germes dans toute l'Europe. Il est vital que cette génération soit représentée dans le parti ; vital, aussi, pour de nouvelles idées et

Nous restons un parti de la classe ouvrière, mais nous devons nous unir avec toutes les couches de la société qui sont opprimées par la nouvelle aristocratie

Nous devons nous poser la question : notre parti reflète-t-il toutes les différentes couches de la classe ouvrière ? La réponse est : non, pas encore



une nouvelle approche. Et, au bout du compte, nous voulons conserver notre multiplicité de générations.

Le parti veut investir dans son mouvement de jeunes.

Peter Mertens. Au début de cette année, quelques jeunes Anversoises des jeunes du PTB, âgés de 16 à 18 ans, ont voulu mettre sur pied un événement positif pour refléter toute la diversité d'Anvers, une fête à laquelle ils espéraient rassembler environ 200 jeunes. Nous avons dit : OK, allez-y, nous sommes curieux. Finalement, ils ont réussi à rassembler... quatre mille jeunes, dans une atmosphère incroyablement positive et dynamique ! Quand je vois ça, je me dis : yes ! Ça, c'est l'avenir de cette ville ! Mais c'est aussi l'avenir de la société. Des jeunes Bruxellois sont aussi actifs dans le même sens. Les jeunes prennent les choses en main, et d'une manière qui n'est pas la même qu'il y a trente ans. Cette génération ne veut pas être la énième génération sacrifiée.

Chez les jeunes, l'envie de lutter est à nouveau présente. On l'a vu aussi lors de l'occupation des places en Espagne, où un million et demi de gens occupaient les places. C'étaient principalement des jeunes. Il est vital pour la dynamique du PTB d'avoir des

organisations de jeunes modernes qui font leur truc et peuvent faire leurs expériences.

Au meeting de clôture, la diversité et l'antiracisme se sont aussi taillés une belle place, même si cela n'a pas fait l'objet de discours explicites. Et cela a soulevé l'enthousiasme de la salle.

Peter Mertens. Nous avons évidemment réalisé des analyses approfondies et des propositions sur le sujet, cela reste la base. Mais comment montrer cela à un meeting de congrès ? Une présentation Powerpoint ? Non, nous préférons le témoignage de personnes qui vivent ici et participent à la construction de la société, qu'elles viennent elles-mêmes expliquer leur vision de la société et de la solidarité.

Oui, c'est alors bien plus émotionnel, pour moi également. Lorsque, sur la scène, l'intervenant est quelqu'un qui travaille ici, qui fait de son mieux pour parler le français ou le néerlandais, et qui pourtant n'a pas de papiers, et que toute la salle se met à chanter avec lui..., je me dis : voilà ce que

doit être l'antiracisme. Les gens de traditionnels bastions de travailleurs belges étaient debout et

chantaient : « C'est pas les sans-papiers, c'est pas les immigrés, c'est la loi qu'il faut changer ! » C'est bien plus fort que n'importe quel discours.

Nous avons eu la même approche pour évoquer la culture. La culture est pour nous très importante. Eh bien, soit quelqu'un vient sur la scène lire un texte pour dire à quel point la culture est primordiale pour le parti, soit nous présentons une

très grande diversité culturelle : c'est ainsi qu'on a pu entendre une grande variété musicale, allant d'un fantastique chanteur d'opéra, Tristan Faes, qui est aussi conseiller de district PTB à Merksem, au plus mélangé des groupes de djembé, ou de la musique intime à la bataille de fanfares avec LKMOTIV. Il n'est pas nécessaire de toujours tout expliquer. Les gens comprennent bien que, si on montre de la culture, cela veut dire que la culture est importante, ils n'ont pas besoin de sous-titres.

Cela a été tout le concept du meeting : du contenu, mais en même temps de la diversité dans la manière dont on le présente. Personnellement, je pense que c'est une des raisons du très grand enthousiasme de la salle.

Le parti a sérieusement grandi ces dernières années, passant de 50 000 électeurs en 2007 à 250 000 en 2014. Et le nombre de membres

Quand je vois cette atmosphère positive et dynamique des jeunes du PTB, je me dis : yes ! Ça, c'est l'avenir de la société

Il y a beaucoup de libraires, de patron(ne)s de café, de petits salons de coiffure, etc. qui travaillent 60, 70 heures par semaine et gagnent à peine quelques cacahuètes

En Grèce, la démocratie représentative est foulée aux pieds par la Commission européenne qui, elle, n'est élue par personne.



est passé de 2 000 à 10 000. Quelles sont les ambitions pour les cinq années à venir ?

Peter Mertens. Lors de ce congrès, nous avons essayé de tracer une vision à plus long terme pour le développement du parti. Et un des pièges d'une telle vision à plus long terme, c'est de vouloir directement tout chiffrer et de se fixer des objectifs trop concrets. Nous n'en sommes pas encore là, c'est la phase suivante. Maintenant, nous allons d'abord définir avec l'ensemble du parti les étapes nécessaires à la réalisation de ces nouvelles orientations.

Notre objectif global est simple : nous voudrions atteindre 17 000 membres d'ici 2020. Mais, en soi, cela ne dit rien sur le nombre de groupes de base que nous voulons mettre sur pied, ni où, ni sur la manière dont nous allons développer notre système de formation pour toutes ces nouvelles personnes et sections, ni sur comment nous allons faire en sorte qu'une nouvelle section soit bien dirigée... Tout cela, nous devons encore y travailler. Nous avons déterminé des orientations globales et, maintenant, nous allons essayer de les traduire dans un planning pour pouvoir, étape par étape, mettre ces objectifs en pratique. ■



Un an d'interaction, de débat et de votes

PHOTO SOLIDAIRE, SALIM HELLALET

Le Congrès de la Solidarité est un processus qui a nécessité plus d'une année. Et, selon Peter Mertens, pas une seule journée n'a été superflue.

Comment se déroule un tel congrès ? De l'extérieur, on a bien sûr vu le meeting de clôture, où été présenté le livre de 250 pages reprenant tous les textes du congrès. C'est cependant l'aboutissement d'un long processus, et qui a été retardé...

Peter Mertens. Oui, normalement, le congrès aurait dû avoir lieu en 2014, mais avec tous ces changements gouvernementaux et la crise institutionnelle de 2009, les élections fédérales de 2015 ont été avancées en 2014. Nous avons donc dû postposer notre congrès d'un an afin de pouvoir nous concentrer sur ces élections. Nous aurions préféré que ce soit l'inverse, notre congrès en 2014 et les élections fédérales en 2015, mais il en a été autrement.

Pendant l'été 2014, nous avons annoncé qu'une année de forte résistance sociale débutait. Nous avons résumé notre planning annuel par un hashtag, #larésistancesociale, et choisi le cactus comme symbole. En août, certains estimaient que nous nous y prenions trop tôt, mais en réalité, c'était juste. Nous avons contribué à enclencher le mouvement et avons organisé la première manifestation contre le nouveau gouvernement, notre ProtestParade de 7 000 participants. Puis est arrivée une vague sans précédent de résistance sociale, avec l'ambitieux plan d'action des syndicats comprenant la grande manifestation de 120 000 personnes et la grève générale du 15 décembre comme point d'orgue.

Je pense que chacun sait que le PTB a apporté sa pierre au développement de cette lutte. Et, pourtant, nous avons quand même décidé d'organiser un congrès en même temps. Ce n'était pas simple. D'abord, les sections de base ont travaillé sur différents thèmes, et des délégués ont été élus. Ensuite, il y a eu 37 commissions dans lesquelles les délégués ont discuté du contenu une première fois. Il y a eu plus de 920 pages d'amendements... Ce n'était pas évident d'organiser tous ces débats, en plus en plein milieu de cette période très chargée. Nous l'avons pourtant fait. Et les débats ont parfois été très animés. Par exemple sur la

question de l'orientation anticapitaliste ou non prise par les pays des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, NdIR).

Y a-t-il également eu des débats qui ont surgi de manière inattendue ?

Peter Mertens. Oui, le débat sur la jeunesse, par exemple, nous ne l'avions pas vu venir. Ce sont les jeunes du PTB qui ont dit eux-mêmes : hé là, ça, ça ne va pas ici ! Il y a eu énormément d'amendements sur la position des jeunes dans le parti, et j'en suis extrêmement heureux. Nous avions sous-estimé cette question, mais nous nous sommes rattrapés en cours de congrès.

Nous n'avions pas non plus prévu – à tort – la place importance qu'a prise le débat sur les femmes. Énormément de femmes dans le parti – mais aussi des hommes – ont estimé que la proportion déséquilibrée n'était pas justifiable et que nous étions vraiment en retard dans ce domaine. Il y a effectivement énormément de femmes talentueuses au PTB. Comment se fait-il qu'elles soient si peu nombreuses au niveau supérieur ? Il y a donc quelque chose qui ne marche pas bien. Finalement, notre congrès a voté pour un quota de femmes dans la direction du parti.

L'ensemble du congrès a duré plus d'un an. Est-ce long ? Je ne vois pas comment il serait possible d'accélérer un tel processus

Ce processus a duré au total plus d'un an. N'est-ce pas trop long ?

Peter Mertens. Je ne vois pas comment on peut accélérer un tel processus. Cela demande du temps, et il faut le prendre. J'ai déjà souvent dit ça à des présidents d'autres partis. Je ne comprends pas comment on peut tenir un congrès de parti sur deux jours, sans que cela soit au préalable préparé démocratiquement pendant un an et que l'on ait pris le temps d'écouter, de lire les amendements, de juger et d'ensuite à nouveau voter sur ceux-ci. La seule solution que nous avons trouvée pour cela, c'est un mot de cinq lettres : temps.

Déployer cette démocratie prend du temps. Nous avons dans nos rangs beaucoup de gens qui travaillent à pauses, qui à côté de cela sont aussi engagés syndicalement et qui reçoivent en plus un monceau de textes à lire pour ce congrès... Donc, oui, il faut bien un an pour pouvoir réellement les impliquer en tant que délégués. C'est cela, le processus qui a débouché sur ce meeting de clôture, où on a présenté le résultat d'un an d'interaction, de débat et de votes.